

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président, Ministre de l'Aménagement du territoire, des pouvoirs locaux et de l'emploi du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, le 22 novembre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "arrêtant le projet de plan régional de développement", a donné le 29 novembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 november 1993 door de Minister Voorzitter, Minister van de ruimtelijke ordening, de plaatselijke besturen en tewerkstelling van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan", heeft op 29 november 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant qu'en vertu de l'article 203, § 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme le premier plan régional de développement doit être adopté dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du chapitre Ier, titre II, à savoir le 1er juillet 1992;

Considérant que la procédure d'élaboration du plan régional de développement prévue à l'article 18 de ladite ordonnance nécessite encore un délai important;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter au plus vite le projet de plan régional de développement;"

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

.../...

OBSERVATION GENERALE.

1. Il résulte de l'article 21, alinéa 1er, et de l'article 23, alinéa 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, que les dispositions, relatives à l'affectation du sol, du projet de plan régional de développement, qui sont désignées comme ayant ce caractère, ont force obligatoire et valeur réglementaire.

Selon les explications des délégués du Gouvernement, les dispositions du projet qui ont force obligatoire et valeur réglementaire sont celles que vise l'article 1er, 3º.

Il en va, toutefois, de même de celles visées aux articles 3 à 6.

Au surplus, il est rappelé que n'ont, ni force obligatoire, ni valeur réglementaire, les dispositions du projet de plan qui ne sont pas conformes à celles des plans en vigueur dont l'effet est suspendu en vertu du projet de plan ((1)).

L'arrêté en projet doit, dès lors, être complété pour indiquer de manière précise quelles sont celles des dispositions qui ont force obligatoire et valeur réglementaire.

((1)) Article 21, alinéa 3, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991.

2. Comme, en vertu de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation n'a compétence pour donner un avis sur un projet d'arrêté que s'il s'agit d'un arrêté réglementaire, les observations qui suivent ont trait uniquement aux dispositions réglementaires du projet.

3. Aux termes de l'article 21 de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

"L'arrêté de l'Exécutif qui arrête le projet de plan détermine les dispositions des plans en vigueur dont l'effet est suspendu en raison de leur défaut de conformité au projet de plan ...".

Cette disposition, par laquelle les auteurs de l'ordonnance ont entendu mettre fin à l'insécurité juridique résultant de la suspension implicite des dispositions des plans en vigueur contraires à un projet de plan supérieur, paraît devoir s'interpréter comme imposant à l'Exécutif, actuellement le Gouvernement, de la Région de Bruxelles-Capitale l'obligation d'énumérer, de manière exhaustive, toutes les dispositions des plans en vigueur qui lui apparaissent comme étant non conformes au projet de plan.

Cette interprétation est confortée par l'article 24 de la même ordonnance qui prévoit que

"L'arrêté de l'Exécutif adoptant le plan abroge les dispositions non conformes qu'il énumère".

.../...

La question se pose de savoir si les articles 3 à 6 de l'arrêté en projet contiennent une liste exhaustive des dispositions suspendues en raison de leur non-conformité avec le projet de plan.

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pu le vérifier.

Il appartiendra aux auteurs du projet de faire cette vérification et, le cas échéant, de compléter cette liste.

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, ce n'est pas l'article 17, mais l'article 18 de l'Ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, qui constitue le fondement légal du projet. On visera donc l'article 18, non l'article 17, de cette ordonnance.

2. L'arrêté en projet ne trouve aucun fondement dans l'arrêté visé à l'alinéa 2; cet alinéa doit donc être omis.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. La disposition en projet a pour objet d'arrêter "Le projet de plan régional de développement"; il convient donc que ce dernier soit annexé à l'arrêté, de même que tous les documents dont il précise qu'il les comporte. Il apparaîtra ainsi que ces annexes font partie intégrante de l'arrêté.

2. Au 2º, b), de l'article 1er, il faut écrire "accompagnées de cinq cartes".

Article 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Il ressort des explications des délégués du Gouvernement que l'intention des auteurs du projet est de suspendre toutes les prescriptions urbanistiques littérales du plan des affections du plan de secteur qui sont moins

.../...

sévères que les prescriptions que prévoit le projet de plan régional de développement.

Comme le Conseil d'Etat vient de l'indiquer dans l'observation générale n° 3, il lui a été impossible de vérifier systématiquement si cette intention est parfaitement traduite par la disposition en projet.

On relève, toutefois, que n'est pas prévue la suspension de certaines prescriptions du plan de secteur qui ne sont pas conformes à celles du projet de plan régional de développement. Ainsi la prescription 1.0.1., § 2, du plan de secteur n'est pas suspendue, en ce qu'elle autorise l'utilisation d'un logement pour des bureaux sans respecter les conditions que prévoient les prescriptions suivantes du projet de plan régional de développement : 1.1., § 5; 2.1., § 4; 3.1., § 4.

L'article en projet doit donc être revu avec une particulière attention.

2. Au 1°, c, second tiret, dans le texte français, il faut remplacer "200" par "100".

3. Le texte néerlandais du 6° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 4.

1. Dans la phrase liminaire, on écrira : "... arrêté par ...".

2. Le 2^o doit être subdivisé en a) et b).

Article 5.

1. Dans la phrase liminaire, il faut écrire : "... arrêté par l'arrêté royal du ...".

2. Le "15^o ..." doit être omis.

Article 6.

1. Les abréviations doivent être évitées.

2. Le texte néerlandais du 7^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Signatures.

.../...

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

*

*

*

Prescriptions urbanistiques littérales de la carte réglementaire de l'affectation du sol.

Observations générales.

1. Le texte figurant à la page 1 n'est pas à sa place parmi les prescriptions du projet de plan régional de développement; il s'agit, en effet, de simples commentaires introductifs.

2. En vertu des prescriptions 0, 1.5., 2.5. et 3.4., certaines prescriptions de plans en vigueur restent d'application.

Or, si l'article 21, alinéa 2, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991 charge le Gouvernement, lorsqu'il arrête le projet de plan régional de développement, de dé-

.../...

terminer les dispositions des plans en vigueur dont l'effet est suspendu en raison de leur défaut de conformité au projet de plan, le Gouvernement n'a pas le pouvoir de désigner expressément les dispositions des plans en vigueur qui restent d'application.

En conséquence, les prescriptions 0, 1.5., 2.5. et 3.4. précitées doivent être omises.

Prescription_1.1.

1. Au paragraphe 3, 2°, de l'accord des délégués du Gouvernement, les mots "de logements" doivent être remplacés par les mots "d'unités de logement". En outre, il y aurait lieu de préciser le ou les endroits à prendre en considération pour déterminer s'il y a ou non réduction du nombre d'unités de logement.

Les mêmes observations valent pour les prescriptions suivantes : 1.2., § 3, alinéa 1er, 2°; 2.1., § 3, 2°; 2.2., § 3, alinéa 1er, 2°; 3.1., § 3, 2°; 3.2., § 3, alinéa 1er, 2°; et 4, § 3, 1°.

2. Au paragraphe 5, 1°, comme en ont convenu les délégués du Gouvernement, il y a lieu de préciser que les bureaux et la résidence effective de l'intéressé doivent être situés dans le même immeuble.

.../...

Compte tenu de cette observation, la rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 5, 1^o :

"1^o les bureaux constituent un accessoire de la résidence effective, dans le même immeuble, de la personne exerçant l'activité qui nécessite des bureaux".

La même rédaction est proposée pour les prescriptions suivantes : 1.2., § 5, 1^o; 2.1., § 4, 1^o; 2.2., § 4, 1^o; 3.1., § 4, 1^o; et 3.2., § 4, 1^o.

Prescription 1.4.

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot "accessoirement" est ambigu, dès lors qu'il pourrait laisser entendre que les commerces qui sont visés doivent constituer un accessoire des entreprises ou activités visées au paragraphe 1^{er}. Or, d'après les explications des délégués du Gouvernement, telle n'est pas l'intention des auteurs du projet.

En outre, en ce qui concerne le texte néerlandais, il est à relever que le mot "bijkomstig" a normalement le sens de "ondergeschikt".

Le texte doit être revu pour traduire plus adéquatement cette intention.

Il en va de même en ce qui concerne les prescriptions suivantes : 2.3., § 3, alinéa 1^{er}; et 3.3., § 3, alinéa 1^{er}.

.../...

Prescription_7.

1. Il ressort de la carte réglementaire de l'affectation du sol que les parties du territoire comprises dans les périmètres d'intérêt régional sont également comprises dans d'autres périmètres du projet de plan. Par conséquent, à défaut d'indication contraire, les prescriptions relatives à la destination donnée par la teinte de fond trouvent entièrement à s'appliquer.

Les auteurs du projet examineront si telle est bien leur intention en ce qui concerne les périmètres numérotés 1, 2 et 3.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient de déterminer pour quels permis des charges d'urbanisme doivent être imposées.

3. Au paragraphe 2, mieux vaut rédiger la phrase introductive comme suit :

"Les règles suivantes sont applicables tant que l'aménagement de ces périmètres n'est pas établi conformément au paragraphe 1er, alinéa 2:".

.../...

Prescription 10.

Compte tenu des explications des délégués du Gouvernement, il convient, à l'alinéa 3, d'omettre "par le fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et échevins, le collège d'urbanisme ou le Gouvernement".

La même observation vaut pour la prescription 11, alinéa 3.

*

*

*

Programmes des périmètres d'intérêt régional.

Concernant le périmètre n° 8, à la fin de l'alinéa 1er, il faut écrire : "... et à un parking de transit".

*

*

*

.../...

Glossaire des principaux termes utilisés dans les prescriptions urbanistiques.

1. Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "Effectieve woonplaats" au lieu de "Effectieve woonst", puisque le terme "woonst" est régional.

2. Dans la définition du mot "bureau", au 1^o, il faut remplacer "commerce" par "commerçant".

3. Il n'y a pas lieu de définir le "lotissement", l'article 89, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 définissant déjà le mot "lotir".

Dans le texte néerlandais, le terme "verkaveling" fait d'ailleurs défaut.

4. Compte tenu des explications des délégués du Gouvernement, mieux vaut définir la "résidence effective" comme étant la résidence des personnes physiques prise en considération pour leur inscription aux registres de la population ou au registre des étrangers.

*

*

*

.../...

Observation finale.

La rédaction des dispositions en projet, qui laisse souvent à désirer, devrait être améliorée.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant qu'en vertu de l'article 203, § 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme le premier plan régional de développement doit être adopté dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du chapitre Ier, titre II, à savoir le 1er juillet 1992;

Considérant que la procédure d'élaboration du plan régional de développement prévue à l'article 18 de ladite ordonnance nécessite encore un délai important;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter au plus vite le projet de plan régional de développement;".

*

* *

Gelet op de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING.

1. Uit artikel 21, eerste lid, en artikel 23, eerste lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw blijkt dat de

.../...

bepalingen van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan die betrekking hebben op de bodembestemming, die als bepalingen met een zodanige strekking worden aangegeven, bindende kracht en verordenende waarde hebben.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Regering zijn de bepalingen van het ontwerp met bindende kracht en verordenende waarde die waarop bedoeld wordt in artikel 1, 3°.

Dat geldt echter ook voor de bepalingen genoemd in de artikelen 3 tot 6.

Bovendien wordt eraan herinnerd dat de bepalingen van het ontwerp-plan die niet overeenstemmen met die van de vigerende plannen waarvan de werking krachtens het ontwerp-plan wordt geschorst noch bindende kracht noch verordenende waarde hebben (1).

Het ontworpen besluit behoort dus te worden aangevuld om duidelijk aan te geven welke bepalingen bindende kracht en verordenende waarde hebben.

2. Aangezien de afdeling wetgeving krachtens artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State slechts bevoegd is om advies te verstrekken over een ontwerp van besluit als het gaat om een reglementair

(1) Artikel 21, derde lid, van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991.

besluit, hebben de volgende opmerkingen alleen betrekking op de reglementaire bepalingen van het ontwerp.

3. Artikel 21 van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw bepaalt :

"Het besluit van de Executieve dat het ontwerp-plan vaststelt, bepaalt van welke bepalingen van de vigerende plannen de werking wordt geschorst wegens hun gebrek aan overeenstemming met het ontwerp-plan ...".

Die bepaling, waarmee de stellers van de ordonnantie een einde hebben willen maken aan de rechtsonzekerheid die voortvloeit uit de impliciete schorsing van de bepalingen van de vigerende plannen die strijdig zijn met een hoger ontwerp-plan, moet blijkbaar worden uitgelegd als wordt de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, thans de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, verplicht om een volledige opsomming te geven van alle bepalingen van de vigerende plannen die haar niet in overeenstemming lijken te zijn met het ontwerp-plan.

Die uitleg wordt bevestigd door artikel 24 van dezelfde ordonnantie, dat bepaalt :

"Het besluit van de Executieve houdende vaststelling van het plan, vermeldt welke bepalingen (...) niet met dit plan overeenstemmen en heft ze op".

.../...

De vraag rijst of de artikelen 3 tot 6 van het ontworpen besluit een volledige lijst bevatten van de bepalingen die wegens hun gebrek aan overeenstemming met het ontwerp-plan geschorst worden.

Gelet op de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, heeft hij dat niet kunnen nagaan.

Het is een aangelegenheid van de stellers van het ontwerp om zulks na te trekken en om die lijst zo nodig aan te vullen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

1. In het eerste lid is het niet artikel 17, maar artikel 18 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw die de rechtsgrond van het ontwerp vormt. Men verwijze dus naar artikel 18, niet naar artikel 17, van die ordonnantie.

2. Het ontworpen besluit ontleent geen rechtsgrond aan het besluit bedoeld in het tweede lid; dat lid behoort dus te vervallen.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. De ontworpen bepaling heeft tot doel "het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan" vast te stellen; dat plan dient dus bij het besluit te worden gevoegd, alsook alle stukken die het naar luid van het besluit bevat. Aldus wordt duidelijk gemaakt dat die bijlagen noodzakelijk deel uitmaken van het besluit.

2. In 2º, b), van artikel 1 schrijve men "vergezeld van vijf kaarten;".

Artikel 2.

Men schrijve "wordt ... gevoegd" in plaats van "is ... gevoegd".

Artikel 3.

1. Uit de uitleg van de gemachtigden van de Regering blijkt dat de stellers van het ontwerp de bedoeling hebben alle geschreven stedenbouwkundige voorschriften van het plan met de bestemmingen van het gewestplan die minder streng zijn dan de voorschriften van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan te schorsen.

.../...

Zoals de Raad van State in de algemene opmerking nr. 3 zojuist heeft opgemerkt, heeft hij niet systematisch kunnen nagaan of de ontworpen bepaling volledig beantwoordt aan die bedoeling.

Toch valt op te merken dat de schorsing van bepaalde voorschriften van het gewestplan die niet overeenstemmen met die van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan niet in uitzicht wordt gesteld. Zo wordt voorschrift 1.0.1., § 2, van het gewestplan niet geschorst, voor zover het toestaat een woning te gebruiken voor kantoren zonder naleving van de voorwaarden gesteld in de volgende voorschriften van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan : 1.1., § 5; 2.1., § 4; 3.1., § 4.

Het ontworpen artikel behoort dus zeer aandachtig te worden herzien.

2. In de Franse tekst van 1º, c, tweede streepje, schrijve men "100" in plaats van "200".

3. In 6º schrijve men : "... uitsluitend een beroep te doen ...".

Artikel 4.

1. In de inleidende zin schrijve men in de Franse tekst : "... arrêté par ...".

.../...

2. Onderdeel 2° behoort te worden onderverdeeld in a) en b).

Artikel 5.

1. In de inleidende volzin van de Franse tekst schrijve men : "... arrêté par l'arrêté royal du ...".

2. Onderdeel "15° ..." dient te vervallen.

Artikel 6.

1. Afkortingen dienen te worden vermeden.

2. In onderdeel 7° schrijve men : "de grens evenwijdig met de A. Reyerslaan op ongeveer 130 meter van deze weg".

Ondertekeningsformulieren.

Aan het eind van het eerste ondertekeningsformulier schrijve men : "... ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen en tewerkstelling,".

Aan het eind van het derde ondertekeningsformulier schrijve men : "... natuurbehoud en waterbeleid,".

.../...

*

*

*

Geschreven stedenbouwkundige voorschriften van de verordenende kaart van de bodembestemming.

Algemene opmerkingen.

1. De tekst op bladzijde 1 hoort niet thuis bij de voorschriften van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan; het gaat hier immers louter om een inleidende commentaar.

2. Krachtens de voorschriften 0, 1.5., 2.5. en 3.4., blijven bepaalde voorschriften van vigerende plannen van toepassing.

Ook al gelast artikel 21, tweede lid, van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 de Regering, wanneer deze het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan vaststelt, te bepalen van welke bepalingen van de vigerende plannen de werking wordt geschorst wegens hun gebrek aan overeenstemming met het ontwerp-plan, toch is de Regering niet bevoegd om de bepalingen van de vigerende plannen die van toepassing blijven uitdrukkelijk aan te wijzen.

De genoemde voorschriften 0, 1.5., 2.5. en 3.4. dienen bijgevolg te vervallen.

.../...

Voorschrift 1.1.

1. In paragraaf 3, 2°, dient het woord "woningen" vervangen te worden door het woord "wooneenheden". De gemachtigden van de Regering zijn het hiermee eens. Bovendien dient te worden gepreciseerd welke plaats(en) in aanmerking moeten worden genomen om te bepalen of het aantal wooneenheden al dan niet vermindert.

Dezelfde opmerkingen gelden voor de volgende voorschriften : 1.2., § 3, eerste lid, 2°; 2.1., § 3, 2°; 2.2., § 3, eerste lid, 2°; 3.1., § 3, 2°; 3.2., § 3, eerste lid, 2°; en 4, § 3, 1°.

2. In paragraaf 5, 1°, dient te worden vermeld dat de kantoren en de effectieve woning van de betrokkene zich in hetzelfde gebouw moeten bevinden. De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

Gelet op deze opmerking, wordt voor paragraaf 5, 1°, de volgende redactie voorgesteld :

"1° de kantoren zijn een aanhorigheid van de effectieve woning, in hetzelfde gebouw, van de persoon die de activiteit uitoefent waarvoor kantoren nodig zijn".

Dezelfde redactie wordt voorgesteld voor de volgende voorschriften : 1.2., § 5, 1°; 2.1., § 4, 1°; 2.2., § 4; 1°; 3.1., § 4, 1°; en 3.2., § 4, 1°.

.../...

Voorschrift 1.4.

In paragraaf 3, eerste lid, is het woord "Bijkomstig" dubbelzinnig, aangezien het de indruk kan wekken dat de winkels die worden bedoeld, een toebehoren van de in paragraaf 1 bedoelde bedrijven of activiteiten moeten zijn. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Regering is dat echter niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

Bovendien wordt het woord "bijkomstig" gewoonlijk opgevat in de zin "ondergeschikt". Zie van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal.

De tekst dient te worden herzien om de bedoeling van de stellers van het ontwerp adequater weer te geven.

Hetzelfde geldt voor de volgende voorschriften :
2.3., § 3, eerste lid; en 3.3., § 3, eerste lid.

Voorschrift 7.

1. Uit de verordenende kaart van de bodembestemming blijkt dat de gedeelten van het grondgebied die liggen in de perimeters van gewestelijk belang, ook in andere "perimeters" van het ontwerp-plan liggen. Bij gebrek aan andersluidende vermelding vinden de voorschriften omtrent de bestemming die is aangegeven door de achtergrondkleur dus volkomen toepassing.

.../...

De stellers van het ontwerp dienen te onderzoeken of dat inderdaad hun bedoeling is wat de perimeters met de nummers 1, 2 en 3 betreft.

2. In paragraaf 1, eerste lid, behoort te worden bepaald voor welke vergunningen stedenbouwkundige lasten moeten worden opgelegd.

3. Het zou beter zijn de inleidende zin van paragraaf 2 te redigeren als volgt :

"De volgende regels zijn van toepassing zolang de ordening van die perimeters niet is vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid :".

Voorschrift 10.

Vanwege de uitleg van de gemachtigden van de Regering dienen in het derde lid de woorden "door de gemachtigde ambtenaar, het college van burgemeester en schepenen, het Stedenbouwkundig College of de Regering" te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor voorschrift 11, derde lid.

*

.../...

* *

Programma's van de perimeters van gewestelijk belang.

Bij perimeter nr. 8 schrijve men aan het slot van het eerste lid : "... en voor een overstapparkerplaats".

*

* *

Verklaring van de voornaamste, in de stedenbouwkundige voorschriften gebruikte termen.

1. In plaats van "Effectieve woonst" zou het beter zijn "Effectieve woonplaats" te schrijven, daar het woord "woonst" gewestelijk is.

2. In de definitie van het woord "kantoor" in onderdeel 1°, dient het woord "handelsbedrijf" vervangen te worden door het woord "handelaar".

3. Er is geen reden om in de Franse tekst het begrip "lotissement" te definiëren (in de Nederlandse tekst ontbreekt trouwens het lemma "verkaveling"), aangezien het woord "verkavelen" en het woord "lotir" al gedefinieerd zijn in de ordonnantie van 29 augustus 1991.

.../...

4. Gelet op de uitleg van de gemachtigden van de Regering zou het beter zijn de "effectieve woonst (lees : effectieve woonplaats)" te definiëren als de woonplaats van de natuurlijke personen die in aanmerking wordt genomen voor hun inschrijving in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister.

*

*

*

Slotopmerking.

De redactie van de ontworpen bepalingen die vaak te wensen overlaat, behoort te worden verbeterd.

DV.

- 29 -

L. 22.940/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...